L'ÉGALITÉ

« Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales » LÉNINE

1€ / 2€ en soutien
Abonnement annuel 10 €
N° 188 / mars - avril 2018
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE
www.gaucherevolutionnaire.fr

CASSE DE LA SNCF, DE LA SÉCU, DES SERVICES PUBLICS, DESTRUCTION DE L'AVENIR DES JEUNES...

TOUTES ET TOUS CONTRE LES PLANS DE MACRON !

IL FAUT UNE GRÈVE, TOUS ENSEMBLE !

Chaque année au mois de mars, c'est la même question angoissante. Est ce que ça va mieux, un peu moins bien, beaucoup mieux, très très bien ou pas trop mal pour les groupes d'actionnaires, les super riches, et les multinationales. Vous savez, ces pauvres riches, qui ne savent même pas s'ils vont gagner 1 ou 2 milliards de plus d'une année sur l'autre.

On avait déjà eu un avant goût : les 500 plus riches de France ont une fortune de 570 milliards d'euros. Bien plus que le budget de l'État (386 milliards d'euros avec un déficit programmé de 83 milliards d'euros). C'est donc pour ces gens-là, qui souffrent tant, que Macron a bien œuvré en allégeant considérablement leurs impôts : 3,2 milliards en moins. Et la facture sera pour les travailleurs, les retraités, qui voient leur pension de retraite baisser ou leurs salaires stagner.

Mais pensez donc, ça allait tellement mal pour les riches, il fallait bien faire un geste. Car l'année a été dure : il a fallu supprimer des emplois, fermer des sites et des usines, augmenter les cadences pour les travailleurs en imposant des heures supplémentaires désormais beaucoup moins bien payées grâce aux lois « travail » I et II… Dure vie d'exploiteur.

DES MILLIARDS SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

À Carrefour, Sanofi, Peugeot, Total… les suppressions d'emploi se comptent par centaines, voire milliers. Sans parler évidemment de ces méthodes de management qui consistent à épuiser un salarié pour qu'il démissionne, voire se suicide. Pas étonnant que les députés LREM aient empêché que soit discutée une loi (proposée par la France Insoumise) sur le « burn-out » au travail, cet épuisement du travailleur qui le conduit à la dépression voire pire. Car derrière le burn-out il y a les politiques managériales faites de harcèlement et de dénigrement. Mais « En marche » protège ses amis patrons.

Alors, inutile de faire durer le suspense, ça va très très bien pour les multinationales, qui en doutait ? 94 milliards d'euros de profits, le record de 2007 (juste avant la crise boursière…) égalé ! C'est une hausse de 21 % par rapport à 2016, quand les hausses de salaires ne dépassent que rarement les 1% dans ces mêmes multinationales. Le constat est là, plus ils baissent les salaires ou même licencient des travailleurs, plus leurs profits augmentent pour le seul bénéfice des grands actionnaires. Car à la tête du groupe Lactalis par exemple, celui qui remet en vente des produits pour bébés contaminés à la salmonelle, il y a Olivier Besnier avec une fortune de 12 milliards d'euros ! Mais il ne perdra évidemment pas un sou dans l'affaire de la contamination, ce seront les travailleurs qui vont se retrouver au chômage quand leur usine sera fermée.

Ils sont là les parasites, les privilégiés qui pourrissent la vie de millions de gens. Car ce sont les mêmes qui veulent une privatisation des services publics pour pouvoir récupérer les secteurs rentables, ce sont les mêmes qui obtiennent des mesures permettant d'exploiter toujours plus les travailleurs. Gavés de milliards, ils en veulent toujours plus. Et Macron et son gouvernement sont prêts à leur donner : casse de la SNCF, de la Sécu, de la Santé, de l'Éducation… autant de plans en cours ou prévus pour leur donner des sources de profits. Et alors les anciens se retrouvent dans des mouroirs, des enfants à la rue, les jeunes ne peuvent plus faire les études qu'ils souhaitent...

POUR LE SOCIALISME !

Par millions, relevons la tête, refusons ce monde barbare qui ne fonctionne que pour une poignée de milliardaires ! Entrons en lutte contre les plans de Macron, défendons nos services publics, battons-nous pour des augmentations de salaire, contre les méthodes de harcèlement au travail, et unissons ces luttes dans un grand mouvement contre les capitalistes et leur gouvernement !

LE 8 MARS ET APRÈS, CONTRE L'OPPRESSION DES FEMMES !

PAGE 2

Dans un contexte où les capitalistes font payer la crise de leur système aux travailleurs, les femmes sont doublement touchées : elles subissent les attaques de plein fouet et voient leur oppression se durcir. Partout dans le monde les femmes résistent et luttent face à la dégradation de leurs conditions de vie.

SNCF, ÉDUCATION, RETRAITES... VERS UN PRINTEMPS DE LUTTE ?

PAGE 4

FRANCE INSOUMISE : AVANCER VERS UNE VRAIE FORCE POLITIQUE DE MASSE

PAGE 3

PARTOUT DANS LE MONDE, CONTRE L'OPPRESSION DES FEMMES !

■ RACHEL

Suite à l'affaire Weinstein, sous des hashtag comme #Metoo ou #Balancetonporc, les langues se sont déliées, révélant l'ampleur et la diversité des violences sexistes subies par les femmes au quotidien. Cela a permis de donner confiance aux femmes en la nécessité de lutter contre leur oppression et de mettre en avant qu'il ne s'agit pas d'histoires individuelles mais bien d'un phénomène de société.

En France, en 2016, 123 femmes ont été tuées par leur partenaire et 86 000 ont été victimes de viol ou de tentative de viol (estimations officielles minimales). Et à l'échelle de la planète, c'est une femme sur trois qui a déjà été victime de violence physique ou sexuelle.

Toutes les formes de violences sont aggravées dans des situations de tensions économiques et sociales. Dans un contexte où les capitalistes font payer la crise de leur système aux travailleurs, les femmes sont doublement touchées : elles subissent les attaques de plein fouet et voient leur oppression se durcir.

AU PREMIER PLAN DE LA SUREXPLOITATION

Les politiques antisociales affectent particulièrement la vie des femmes qui se retrouvent bien souvent coincées entre leur famille et leur boulot. Les femmes, notamment les mères célibataires, sont plus touchées par la précarité, le temps partiel subi, les horaires décalés ou le travail le dimanche. Le manque de place en crèche, les difficultés à trouver des relais ou à payer une maison de retraite pour les personnes âgées, sont autant de tâches dont l'État se déleste et qui reviennent bien souvent à la charge des femmes.

La suppression des CHSCT, comprise dans la dernière loi travail, amputera le minimum de prévention qui était faite sur les violences sexuelles ou le harcèlement au travail. Ce sont aussi elles qui ont été le plus touchées par la suppression de nombreux contrats aidés, cumulée aux restrictions de subventions aux associations, qui impactent directement les possibilités d'accueil des femmes victimes d'agression...

Bref, sous couvert de proposition de loi contre les violences sexuelles et le harcèlement de rue, le gouvernement Macron enchaîne les mesures qui nourrissent le fond du problème.

MAIS PARTOUT DES FEMMES LUTTENT !

Partout les femmes subissent les mauvais coups des politiques d'austérité. Mais partout les luttes se multiplient ! Aux États-Unis, suite à l'élection de Trump, les manifestations se sont enchaînées, dénonçant ses propos racistes et misogynes. C'est d'ailleurs dans ce contexte que l'affaire Weinstein a surgi et pu avoir un tel écho. En Pologne et au Brésil, d'énormes manifestations ont fait reculer les gouvernements qui voulaient restreindre le droit à l'avortement, et en Irlande, la mobilisation a obtenu un référendum sur la question qui devrait se tenir fin mai. Et on a vu récemment en Iran, lors des mobilisations contre la politique antisociale et la corruption du gouvernement, ces femmes qui brandissaient leur voile au bout de bâtons.

En France, la période est marquée par de nombreuses femmes travailleuses qui mènent ou prennent part à des luttes exemplaires contre leurs conditions de travail déplorables. Les nettoyeuses des gares d'Île-de-France, celles d'Holiday Inn et les nombreuses luttes locales dans les secteurs de la santé (Ehpad, hôpitaux) ou de l'éducation où la majorité des salariés sont des femmes.

CONTRE LE SEXISME, UN MOUVEMENT DE MASSE CONTRE LE CAPITALISME

L'histoire l'a bien montré, l'amélioration des conditions de vie des femmes ne se fait qu'à travers des améliorations pour tous. Ça ne peut être une lutte déconnectée du reste et jamais l'émancipation des femmes ne sera possible sur fond d'attaques sociales.

La lutte pour en finir avec l'oppression des femmes doit être liée à une lutte, toutes et tous ensemble, pour des emplois décents et en quantité suffisante, des salaires qui permettent de vivre dignement, des services publics accessibles et de qualité...

Pour cette raison, il est important que les femmes s'impliquent dans les partis et les syndicats qui sont des outils pour organiser une telle lutte. Il faut également que ces organes fassent énergiquement campagne contre le sexisme et les discriminations et donnent une place aux femmes dans l'organisation d'un tel mouvement.

Cette année, le 8 mars sera le 110ème anniversaire de la mort tragique des 129 travailleuses en grève de l'usine textile Cotton, à New York. Ces femmes ont péri dans un terrible incendie alors qu'elles avaient été enfermées dans leur atelier pour éviter que leur lutte ne s'étende. Les capitalistes ont peur de la puissance de la classe ouvrière lorsqu'elle est unie, c'est bien pour cela qu'ils entretiennent le sexisme. Sans des divisions telles que le racisme ou le sexisme, ce système injuste ne tiendrait pas longtemps.

Le 8 mars et au-delà, encourageons les femmes à se mobiliser massivement, avec l'ensemble des travailleurs, contre leur oppression et contre le capitalisme !

RUSSIE, 1918 : L'ÉMANCIPATION RÉVOLUTIONNAIRE DES FEMMES

Poster révolutionnaire montrant une femme bolchevique qui ouvre la fenêtre en disant : « À bas l'esclavage de la cuisine ! À nous la nouvelle vie ! ». Après la révolution russe de 1917, les tâches domestiques furent mises en commun avec la création de laveries collectives, cantines, crèches... bien entendu gratuites.

■ DILAN YERLIKAYA

Aujourd'hui, même dans les « démocraties » capitalistes avancées, la vie pour des millions de femmes est pénible et pleine de corvées ingrates. Encore en 2018, le droit à l'avortement est de plus en plus remis en cause dans plusieurs pays tels que les États-Unis ou la Pologne. La garde des enfants est si coûteuse qu'elle est inabordable pour la plupart des travailleuses. Dans les pays néocoloniaux, la condition des femmes est mille fois pire, à cause de certaines coutumes archaïques mêlées au capitalisme. Pourtant, il y a cent ans de cela en Russie, grâce à la grande Révolution russe, les femmes étaient plus libres et émancipées que jamais !

En effet, l'émancipation des femmes a d'abord été accompagné d'une législation progressiste avec un la mise en place par les Bolcheviks d'un Code civil qui balayait des siècles de droit de propriété et de privilèges masculins : autorisation du divorce (seulement depuis 1981 pour l'Espagne), suppression de la distinction entre enfants « légitimes » et « illégitimes » (distinction qui a disparu en France par ordonnance en… 2005).

> **C'est en 1917 que l'avortement a été légalisé, puis le droit de vote des femmes est acquis en 1918. Puis, en 1919, le 'Code de la famille' apparaît en Russie, prônant l'émancipation des femmes par le travail et la maternité.**

Mais pas seulement ! C'est en 1917 que l'avortement a été légalisé (1942 pour la Suisse), puis le droit de vote des femmes est acquis en 1918 (1944 en France). Puis, en 1919, le 'Code de la famille' apparaît en Russie, prônant l'émancipation des femmes par le travail et la maternité. Un grand nombre de droits des femmes sont alors établis : accès aux soins, au travail ainsi que l'aide à l'éducation et à la garde des enfants. En 1921, Lénine lui-même va proposer de déclarer le 8 mars journée internationale des femmes en souvenir de la grève des ouvrières de Saint-Pétersbourg de 1917 en rappelant que l'égalité homme/femme est une condition nécessaire à l'avènement d'une société nouvelle.

Par la suite, dans la période de lutte politique intense entre la bureaucratie stalinienne et les courants d'opposition qui la combattaient, principalement l'Opposition de gauche de Trotsky le code de 1918 céda la place au code de 1926, puis au code de la famille de 1936, qui réhabilitait la famille archaïque dans l'idéologie stalinienne officielle et rendait l'avortement illégal. Il fut la codification du recul total effectué sous Staline dans bien des domaine et notamment dans la lutte pour l'égalité des femmes.

LE CAPITALISME OU L'ORIGINE DE LA MISOGYNIE
PAS DE CAPITALISME SANS SEXISME !

■ D.Y.

Clara Zetkin, journaliste et militante révolutionnaire allemande du XIXe, disait lors de son discours au congrès de l'internationale socialiste :

« *Libérée de sa dépendance économique vis-à-vis de l'homme, la femme [qui travaille] est passée sous la domination économique du capitaliste. D'esclave de son mari, elle est devenue l'esclave de son employeur. Elle n'avait fait que changer de maître. Elle a toutefois gagné au change : sur le plan économique, elle n'est plus un être inférieur subordonné à son mari, elle est son égale.* »

Or aujourd'hui, après des centaines d'années de luttes et combats acharnés, nous en sommes toujours à discuter de l'égalité femme/homme en 2018 ! La seule cause de ces discussions est le capitalisme, dont le sexisme est un élément structurel lié à son fonctionnement. Le rabaissement de la femme dans la société permet de concentrer les richesses dans les mains des classes dirigeantes. Ce processus se fait par plusieurs moyens : inégalité des salaires, utilisation du corps de la femme comme objet… Il faut alors se concentrer sur les moyens que nous avons pour combattre le sexisme, et cela ne se fera qu'en combattant le capitalisme. L'instauration d'une égalité sociale est nécessaire et cela ne peut se faire que par le biais du socialisme.

Le but du socialisme est d'aboutir à une égalité sociale par la suppression des classes sociales et l'instauration de l'égalité entre toutes et tous ! Le socialisme permettra à la femme de se penser elle-même, en lui offrant une indépendance économique, en lui donnant les moyens pour travailler, en lui permettant de s'émanciper de l'homme... et des patrons. Le socialisme prône l'égalité économique, juridique et politique de toutes et tous. C'est ce que défend la Gauche révolutionnaire.

Ne nous laissons pas exploiter ! Pour cela, rejoignez-nous dans notre lutte contre le capitalisme, contre le sexisme !

La victoire ne se gagnera pas sans les femmes !

FRANCE INSOUMISE : AVANCER VERS UNE FORCE DE MASSE CONTRE MACRON

CÉCILE RIMBOUD

Face au bulldozer Macron, il est vital que notre camp, celui des travailleurs, des jeunes... continue à se rassembler : on n'a toujours pas de voix unifiée pour exprimer et organiser notre rejet de la politique du président des riches. La France Insoumise (FI) n'a pas réussi, pour le moment, à dépasser le stade « opposition parlementaire » pour devenir une opposition de masse structurée contre Macron. Pourtant, le potentiel reste énorme et la nécessité d'une telle force politique presse.

LA RUPTURE AVEC LES POLITIQUES PRO-CAPITALISTES

La FI a réussi, particulièrement lors de la campagne présidentielle (avec l'appui du PCF, arraché par les militants de la base) à déplacer le débat politique sur le terrain de nos intérêts à nous. Cela a bouleversé la situation. Les discussions politiques commençaient à porter sur les hausses de salaire, l'égalité hommes-femmes, l'écologie, pour qui la société doit-elle fonctionner ? qui doit décider de ce pour quoi on travaille... ? Un premier pas en avant avait été fait.

Et un pas énorme, la FI ayant réussi à faire ce que jusqu'à présent, le PCF a toujours refusé : rompre une bonne fois pour toutes avec le PS. Le PS, avec son écroulement complet, a fini par payer trente ans de politiques de casse des services publics et d'attaques contre les travailleurs et son asservissement complet au capitalisme. Cela n'a malheureusement pas empêché des accords dans certaines circonscriptions entre le PS et le PCF aux dernières législatives, ni ce dernier de continuer les tambouilles dans de nombreuses agglomérations.

Quant au « nouveau » mouvement de Hamon (dont la candidature a permis que Mélenchon n'aille pas au second tour en 2017), Génération·s, il suit la même voie que Hollande en 2012 sur tous les sujets (sauf le « revenu de base », fausse bonne idée quand il faudrait un véritable emploi pour toutes et tous). C'est presque une blague qu'il ait proposé une alliance avec la FI pour les élections européennes... à la condition que la FI renie son programme sur l'UE ! En gros : vous vous pliez à cette Europe des patrons et on s'arrange. On reconnaît les méthodes. Une critique soulevée par Mélenchon, qui a dit à fort juste titre : « Renoncer à nos idées pour avoir un accord ? Même pas en rêve ».

COMMENT PESER ?

Néanmoins, on ne peut se contenter de critiques, même si elles sont correctes. Des milliers de militants sont impliqués au quotidien dans les luttes. La désunion pèse. on l'a vu lors des luttes de l'automne. La FI doit proposer un vaste débat public de toutes les forces opposées à Macron sur la stratégie à suivre pour le battre.

Plus de 100 000 personnes ont participé à la marche « contre le coup d'État social » macronien, à l'appel de la France insoumise, le 23 septembre 2017. Cela montre le potentiel qui existe pour que la FI se construise comme une force politique de lutte et de masse

Aujourd'hui, si des « groupes d'action » France insoumise discutent, militent, mènent campagne contre la sélection à la fac, pour la sortie du nucléaire... d'autres se sont désorganisés ou ont même cessé d'exister. Malheureusement des occasions ont été manquées pour construire la France insoumise comme une réelle force politique, aux mains de ses militant-e-s.

La structuration de la FI doit progresser : il nous faut des milliers de militant-e-s qui soient capables de prendre des décisions, d'élaborer collectivement et de se coordonner démocratiquement à différents niveaux (localement, régionalement).

UN PARTI DE MASSE CONTRE LE CAPITALISME

La Gauche révolutionnaire participe activement à la France insoumise dans ce sens : construire une véritable force politique, un parti démocratique de masse, capable d'organiser les milliers de personnes qui veulent en finir avec le capitalisme et la dictature du profit. S'il faut effectivement être très critique sur ce que sont devenus les partis du mouvement ouvrier, il ne faut pas faire de démagogie : le camp des capitalistes est organisé et structuré mais minoritaire, notre force c'est que nous sommes des millions de travailleurs et de jeunes. Cette force doit être organisée et pour cela nous avons besoin d'un parti. Il ne s'agit pas de faire une machine bureaucratique comme le sont devenus le PS ou le PCF, mais un nouveau parti vivant, démocratique, où les militant-e-s discutent pour s'unir et décider ensemble.

C'est une étape indispensable non seulement pour stopper Macron, mais aussi (re)commencer à nous organiser pour bel et bien changer de société. Nous défendons la perspective du socialisme, une société où l'économie sera planifiée démocratiquement (et donc écologiquement) pour répondre aux besoins de la population, grâce à la mise en propriété publique et la gestion démocratique des principaux moyens de production et d'échange (banques et crédit, distribution, transports, énergie...). On doit discuter de cela de manière large, à la fois au sein de la FI mais aussi à une échelle de masse : une vraie alternative au capitalisme ! Rejoignez-nous pour militer pour cela !

EN MARCHE VERS LE CAPORALISME !

YANN VENIER

Macron nous avait annoncé un véritable changement d'ère (d'air) politique avec le lancement de La République en Marche ou avec l'élection des député-e-s issu-e-s de son mouvement. La réalité est tout autre.

Au niveau du mouvement, on l'a vu au moment de leur pseudo-congrès : les textes ne pouvaient pas être discutés ni amendés, la direction, en particulier la délégation générale de Christophe Castaner, a été décrétée par le monarque de l'Élysée lui-même. Cela avait d'ailleurs abouti au départ de sections entières.

Les député-e-s de La République en Marche avaient dû signer une charte comme quoi ils s'engageaient à voter les lois du gouvernement sans sourciller. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la discipline règne dans les rangs LREM de l'hémicycle : pas de propositions d'amendement (ou si peu) et tous votent comme un seul homme (ou une seule femme) les textes présentés. Même dans les commissions, les député-e-s LREM sont pris d'un mutisme assumé.

UNE SOUMISSION CARICATURALE

« Député-e-s godillots » prend toute sa dimension avec LREM. C'est encore plus caricatural que lorsque les députés de droite serraient les rangs pour soutenir Chirac ou Sarkozy, en leur temps. Cette soumission volontaire ne vient pas du fait qu'ils ne sont pas, pour la plupart, des politiciens professionnels. Non le problème c'est qu'ils viennent essentiellement des mêmes milieux (29 % de cadres du privé et du public, 17% de professions libérales, 10% de chefs d'entreprises, etc.). Ils défendent les intérêts de leur classe sociale, celle des exploiteurs. En réalité, rien de neuf sous les lustres de la République. Ces député-e-s sont ni plus ni moins à l'image de la composition habituelle de l'Assemblée nationale, pour les partis de droite, du centre et du PS.

Des députés obéissant au doigt et à l'oeil à leur marionettiste en chef, ça se voulait nouveau... c'est une nouvelle caricature

EN MARCHE... POUR COMBIEN DE TEMPS ENCORE ?

Combien de temps va tenir cette discipline ? Déjà des fissures se sont légèrement ouvertes, en particulier à propos du projet de loi raciste anti-immigrés du Ministre Gérard Collomb. Cependant, l'édifice tient toujours.

Les sondages de popularité de Macron et de son Premier ministre Castaner sont déjà très bas. Ce gouvernement est perçu par la majorité comme un gouvernement de riches pour les ultra-riches. Il n'est pas sûr donc que si les tensions et les mouvements sociaux s'accentuent, Macron et son gouvernement conservent, aux yeux des capitalistes, leur crédit en tant que meilleurs représentants pour mener leur politique.

Macron pourrait concentrer sur lui le mécontentement, et devenir la source d'une crise politique majeure qui s'ajouterait à la contestation sociale. Les député-e-s godillots LREM continueraient-ils de suivre au pas cadencé ou rompraient-ils la discipline lâchant leur leader charismatique en rase campagne pour ne pas être entraînés avec lui ?

DES CLONES ET DES CLOWNS

RÉMI

Le clonage quasi-parfait des dirigeants sous Hollande a été réussi par Macron. On reste dans le même style pour gouverner, on promeut le dialogue social mais on passe en force par le 49.3 ou les ordonnances.

Sous Hollande, l'adversaire c'était la finance mais c'était ceux qui la combattaient qu'on attaquait. Et sous Macron, on prétend lutter contre le chômage mais on facilite les licenciements et on donne aux riches.

Les réformes à l'agenda des capitalistes européens (loi Macron, loi travail, retraites, destruction des services publics…) furent mises en place sans gêne par le gouvernement Valls, soutenu par le MEDEF et ses adhérents : les banques et les grandes entreprises. Aussi furent-ils aidés par de nombreuses matraques, notamment en 2016 contre la loi Travail, car pour la classe dirigeante aucune opposition ni proposition populaire ne méritait d'être considérée. Le même fonctionnement autoritaire que sous Sarkozy s'opéra.

La démission du ministre de l'économie, Macron, déclarant sa candidature l'année suivante après avoir fondé son futur parti majoritaire et les multiples trahisons marquent le début d'un déchirement irréversible au sein du PS. Autant parmi leur groupe parlementaire où se regroupèrent les « frondeurs » qu'à l'intérieur du parti lui-même : direction divisée, militants dégoûtés. Ce début de clarification idéologique contraint le président Hollande à abdiquer, laissant en 2017 les électrices et électeurs s'éparpiller d'abord vers l'abstention. Nombreux rejoignirent les rangs des marcheurs, il fut facile pour Macron de régner sur ce flou idéologique, aidé par les médias.

PS, LR, LREM, différents visages, mêmes maîtres : les multinationales et les banques

La droite difficilement rassemblée et défaite aux élections fut incapable d'opposer une argumentation claire face aux ordonnances du code du travail ou sur la suppression de l'ISF et des cotisations sociales car d'accord sur le fond. LR chercha d'abord à se démarquer en attaquant l'augmentation de la CSG puis essaya d'apparaître pour des sujets sociétaux ou internationaux. Elle élisait Laurent Wauquiez à sa présidence, un autre clown qui ne cesse de faire de la surenchère libérale et raciste.

Quel espace politique pourrait-il exister pour LR ou le PS tant qu'ils persisteront dans leurs contradictions internes, sans assumer leur véridique convergence de pensée libérale avec Macron ? En Europe nombreuses sont les coalitions socio-libérales opérant au grand jour. En France l'union des libéraux reste encore sous-entendue mais aussi plus vaste. Elle est au sein du mouvement de Macron et de son fauteuil présidentiel, et autour de lui, avec le PS et la droite comme accoudoirs.

BURE, POUBELLE POUR DÉCHETS NUCLÉAIRES ?

LUCIE MENDES

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, l'ANDRA, est chargée de trouver des solutions pour gérer les déchets nucléaires. Autrement dit, trouver des endroits où mettre les déchets là où personne ne dira rien, ni ne viendra les déterrer ; Bure, petite ville de Meuse (55), a été sélectionnée en 1998, comme 25 communes, pour y installer un laboratoire de recherches géologiques. Suite à une forte mobilisation, seule Bure a subi l'implantation de ce laboratoire souterrain, en 2000. Mais 6 ans plus tard, une loi est passée et ils ont obtenu en plus le droit d'y enfouir les déchets nucléaires. L'ANDRA a racheté beaucoup des terres et une compensation financière a été proposée à Bure pour mieux faire passer ce projet. Une ZAD (zone à défendre) s'y est donc créée, un collectif au début composé de quelques dizaines de personnes, toutes motivées pour défendre les terres face aux déchets nucléaires. L'ANDRA veut maintenant vider la zone, et le gouvernement a envoyé 500 gendarmes pour évacuer les zadistes qui bloquaient les travaux, d'ailleurs illégaux, puisque le projet d'enfouissement CIGEO ne sera voté qu'en 2019, et que le site est placé sur une réserve géothermique, chose interdite.

La gestion de déchets de ce type sera toujours un problème tant que nous serons sous le capitalisme. Il faut que les moyens de production d'énergie soient du domaine public et contrôlés par les travailleurs/usagers/habitants, pour que les solutions mises en place soient sûres et dans l'intérêt de tous, et non pas choisies pour faire quelques économies aux grandes multinationales qui sont à l'origine des pires catastrophes écologiques, passées, présentes et bientôt futures.

SOLS POLLUÉS À PETIT-QUEVILLY : NOUS VOULONS SAVOIR MAINTENANT !

LEÏLA MESSAOUDI

Pas moins de 8 écoles, deux crèches et un collège classés C, c'est à dire dont les sols sont reconnus pollués avec des métaux lourds (arsenic, cobalt....) à Petit-Quevilly, ville de la banlieue industrielle près de Rouen. C'est ce qu'a révélé l'association Robin des Bois, relayée par Envoyé spécial.

Or plus on avance, plus c'est instructif. L'enquête du ministère avait donné lieu à des diagnostics entre 2012 et 2013 ainsi qu'à des recommandations... Pourtant, sur place, tout a continué comme avant ! Ni les familles, ni les agents municipaux, éducateurs jeunes enfants et enseignants des sites concernés n'ont été directement informés des résultats, et encore moins des polluants auxquels ils sont potentiellement exposés ! Aucune réelle information n'a été faite depuis plus de 4 ans ! Pourquoi ?

À Petit-Quevilly, la mairie a réagi, après un courrier et une distribution peu appréciée de tracts d'information. Le maire a expliqué qu'une grande partie des immeubles sont bâtis sur ces mêmes sols et qu'il suit les recommandations officielles. Malgré tout, il a annoncé des travaux au premier trimestre 2018 pour recouvrir les sols d'enrobage dans plusieurs écoles et les crèches/halte garderies afin d'écarter les enfants de tout risque... Notre information a, semble-t-il, accéléré les choses.

UN COLLECTIF POUR ÊTRE EFFICACES ET DES ACTIONS POUR ÊTRE ENTENDUS !

Beaucoup d'enfants vont à la crèche et font toute leur scolarité dans ces zones polluées, soit au moins 12 ans ! Les agents municipaux travaillent pendant plusieurs dizaines d'années sur ces sols pollués. Nous voulons savoir ce qu'il en est vraiment, quels sont les polluants, quels effets à court terme, mais surtout à moyen et long terme ! Nous réclamons que l'Agence régionale de santé entreprenne une véritable enquête épidémiologique pour savoir quel est l'impact sur la santé notamment des populations plus fragiles. Un collectif va être lancé par des parents fin mars afin de poursuivre et d'élargir l'info et l'action collective.

Les femmes de chambre et équipiers de Holiday Inn ont gagné ! 111 jours de grève auront eu raison de la multinationale hôtelière et du sous-traitant voyou Héméra. Prime de repas de 7€ par jour, fin du paiement à la chambre, augmentations du temps de travail pour les temps partiels... les gains sont énormes. Une lutte et un courage exemplaires pour dire : l'esclavage, c'est fini ! Lire > www.gaucherevolutionnaire.fr/enorme-victoire-des-grevistes-a-holiday-inn-porte-de-clichy/

UN PRINTEMPS SOCIAL CHAUD-BOUILLANT ?

Nous ne pouvons pas nous contenter d'une simple journée « d'action » sans perspectives. (...) Les dirigeants syndicaux, tout en mobilisant pour le 22 mars, devraient proposer dès maintenant de discuter des suites après le 22 mars.

YANN VENIER

Ce gouvernement de riches pour les ultra-riches continue de mener sa politique de destruction massive des droits et acquis de la classe ouvrière, rendant nos conditions de vie et de travail de plus en plus difficiles. Si pour l'instant, nous n'avons pas pu l'empêcher de dérouler l'agenda des capitalistes, le nombre très important de luttes dans les entreprises et les services publics montrent que la combativité est toujours présente et que les travailleurs et travailleuses n'entendent pas se laisser faire.

Les journées de grève et mobilisation annoncées (15 mars, EHPAD, aides à domicile, retraités, 22 mars fonctionnaires, cheminots, salarié-e-s du commerces, étudiants et lycéens, etc.) qui s'élargissent de plus en plus, dans ce contexte, peuvent être le début de la construction d'un mouvement social dont l'objectif serait de mettre un coup d'arrêt à cette politique.

Le Comité Confédéral national de la CGT de février appelle à la construction d'une mobilisation interprofessionnelle. « *La CGT propose de construire ensemble une journée d'action interprofessionnelle dans les prochaines semaines un tous ensemble où chacune et chacun pourrait inscrire ses propres revendications et s'inscrire dans un processus pour gagner.* »

Il faut dès maintenant un véritable plan d'action au niveau national, clair et lisible par toutes et tous. Après une grève en mars, il devrait y avoir des assemblées générales sur les lieux de travail, distributions de tracts notamment vers les petites entreprises et la population, pour construire une véritable lutte d'ensemble.

AVANÇONS !

Il nous faut une date annoncée très rapidement après le 22 mars, qui permettrait à tous les travailleurs et travailleuses déjà en lutte ou qui souhaitent rejoindre le mouvement de se rassembler. Il faut montrer la volonté de toutes les organisations syndicales d'aller affronter la politique de Macron, car c'est la détermination de celles-ci qui donnera confiance aux couches larges des travailleurs et de la population, pas les hésitations.

Dans le cadre d'assemblées générales dans les entreprises ou au niveau interprofessionnel, une journée nationale de grève de 24h pourrait être un point d'appui pour que les salariés, les retraités et les jeunes décident tous ensemble des suites à donner au mouvement, autour de revendications unies : hausse des salaires, baisse du temps de travail pour embaucher les chômeurs, contre les licenciements, pour la défense des services publiques en particulier les hôpitaux, l'Éducation nationale ou la SNCF, ou encore le refus de la sélection à l'université.

Nous ne pouvons pas nous contenter face à ce gouvernement d'une simple journée « d'action » sans perspectives. Soit la lutte se développe dès mars, soit il peut y avoir une date de grève de 24h en avril et la possibilité d'un mouvement massif en mai : les deux sont possibles. Avant tout, il faut donner les moyens de mobiliser à celles et ceux qui veulent construire un vrai mouvement de lutte. Pour cela, les dirigeants syndicaux auraient comme rôle, tout en mobilisant pour le 22 mars, de proposer, dès maintenant de discuter dans les lieux de travail des suites après le 22 mars.

Nous pouvons construire le rapport de force nécessaire, car nous pouvons bloquer l'économie rapidement : les capitalistes organisent la production sur flux tendu, sans aucun stock. Aucune machine ne fonctionne, aucun service n'est rendu si nous arrêtons de travailler même quelques jours seulement. Toutes les richesses produites, accaparées par les capitalistes, c'est nous qui les produisons. C'est notre force, utilisons la pour imposer la satisfaction de nos revendications.

Les différents sondages montrent que le gouvernement est très impopulaire. Il n'y a pas d'adhésion large à sa politique. Un fort mouvement social peut le faire reculer, d'autant que chacun a en tête le cinquantenaire de Mai 68. Cela donne à ce printemps qui vient une senteur particulière qui pourrait permettre non pas commémorer cette grève générale mais d'en faire une reconstitution grandeur nature !

ÉCOLE PRIMAIRE : LE CARTABLE EST TROP LOURD À PORTER !

CHRISTINE

« *Avec 100 000 classes à plus de 25 élèves, la France fait partie des pays de l'OCDE où les effectifs sont les plus chargés. Or, nul ne peut ignorer que la taille des classes est un des leviers de la réussite scolaire et du bien-être de l'enfant et de l'enseignant !* » (SNUIPP-FSU)

Avec de gros effectifs, tout est plus compliqué : les ateliers dans les petites classes, les corrections dans les grandes et surtout le suivi individuel des élèves !

Avec des effectifs plus faibles les enseignants font moins de discipline, interagissent davantage avec les élèves en individuel et cela augmente le temps d'enseignement.

Le ministère en a conscience. N'a-t-il pas instauré le CP à 12 dans les REP+ cette année, en projetant pour la prochaine rentrée le dédoublement des CP en REP et des CE1 en REP+ ? Cette mesure à elle seule exigerait 6400 postes au lieu des 3 880 postes créés pour la rentrée 2018.

Il faudra donc fermer ailleurs ! Encore une nouvelle dégradation des conditions d'enseignement, résultat d'un budget 2018 et de choix qui ne répondent pas aux besoins de l'école ! L'administration s'attache à récupérer des postes dans les territoires ruraux, les brigades de remplacement et la scolarisation des tout-petits.

Le collège quant à lui connaîtra à la rentrée 2018 une nouvelle hausse démographique : « *27 944 élèves en plus ! Après 26 000 élèves de plus en 2017. Cette génération est sur le plan démographique sans équivalent depuis 1981 !* » Le ministère, lui, a fait le choix de supprimer 2600 postes, et même des centaines de postes administratifs. Tout est dit !

Dès lors, et un peu partout en France, grèves et manifestations se sont organisées rassemblant parents d'élèves, enseignants et élus locaux des établissements envisagés pour des fermetures ! Des luttes qui, à ce stade, ne suffisent pas à faire changer les choix gouvernementaux et qui restent sectorisées par département et par jour de décision départementale. Pour combattre les choix politiques qui vont dans le sens de la dégradation des conditions d'enseignement, il nous faut une lutte unifiée et massive, avec les autres services publics également. Les mobilisations des lycéens et étudiants contre la sélection peuvent en être une amorce ! Il faut une augmentation globale des moyens pour l'éducation, de la maternelle à l'Université.

LA BATAILLE DU RAIL AURA BIEN LIEU

M.D.

L'histoire de la SNCF commence après que la loi valide la convention de 1937. L'État y détient 51% du capital alors que les anciennes entreprises exploitantes détiennent le reste, c'est la nationalisation. Dès cette époque, les gouvernements successifs ont tenté de l'attaquer.

En 1997, c'est la création du RFF (réseau ferré de france). Les premières mesures ont été de supprimer des milliers de lignes dites « secondaires » et pourtant vitales pour de nombreux ouvriers qui les utilisaient quotidiennement.

Puis ce fut 2005, et son ouverture à la concurrence pour le transport de marchandises. Le nouveau mot d'ordre des entreprises ferroviaires privées, c'est la rentabilité. La dégradation du réseau et des conditions de travail pour les cheminots s'accélèrent.

En 2015, c'est Macron, ministre de l'Économie qui décide d'ouvrir le marché des voyages par autocar. Déjà, des lignes ont fermé, comme dans la Creuse. Les habitants n'ont donc plus de train avec la fermeture des lignes secondaires, mais n'ont aujourd'hui plus de bus non plus.

C'est reparti cette année, avec une nouvelle loi qui va menacer notre droit à nous déplacer pour travailler, voyager et vivre. Le gouvernement veut se baser sur le rapport Spinetta qui laissera les régions sans budget supplémentaire pour sauver ou non les petites lignes et la fin du statut de cheminot pour les nouveaux embauchés. Bien sûr Macron va encore passer par ordonnance pour essayer que la lutte ne se construise pas et pour respecter l'agenda des capitalistes européens. En effet, la date butoir pour appliquer la directive de Bruxelles sur la libéralisation du rail est le 25 décembre 2018.

Alors ils dénigrent les cheminots pour diviser la population. « Preneurs d'otages », « privilégiés » sont utilisés pour les décrire dans les médias. N'oublions pas que les salaires sont dans la moyenne, qu'ils découchent plusieurs jours par semaine, qu'ils ne connaissent pas les dimanche/jours fériés... Comprendre ce métier est une première étape. La seconde est évidente, c'est la résistance.

Si l'on veut conserver des lignes pour tous et pas seulement les plus rentables, avoir des prix très bas, un entretien du réseau suffisant pour arrêter tous les retards ainsi que de bonnes conditions de travail pour les cheminots alors il faut une SNCF 100% publique, contrôlée par les travailleurs et les usagers, qui ne fonctionne pas uniquement pour le profit. Le public permettra de développer également le fret de marchandises bien moins polluant que la route.

C'est dans cet objectif qu'une lutte tous ensemble pourra se construire avec les cheminots et contre toute la politique de casse sociale du gouvernement.

EN MACRONIE, NOS AINÉ-E-S VALENT COMBIEN ?

BRUNO VIVICORSI

Le 30 janvier 2018, de nombreux salariés, parents, retraités se sont mobilisés pour les Établissements d'Hébergements pour Personnes Âgées Dépendantes afin d'augmenter les effectifs et améliorer la prise en charge des résidents. En mars 2017, des mouvements dénonçaient déjà ces conditions de travail qui s'aggravent bien au-delà de la préconisation du Plan Solidarité Grand Âge de 2006 du ratio d'un agent pour un résident (soit 60 000 postes). Actuellement, ce ratio est entre 0.6 et 0.3.

La loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ou l'art de faire des économies sur la santé des plus vulnérables) pénalise encore plus les EHPAD du secteur public notamment en ne tenant plus compte du nombre et du degré de dépendance des résidents pour calculer la dotation dépendance. Ainsi, 40 000 € par EHPAD sont retirés chaque année, soit un à deux emplois.

Macron, maître de la (télé)communication, ne dit… rien ! Sa ministre Buzyn évoque un problème de management qui conduirait à ces « difficultés », que leurs aîné.e.s ne rencontrent jamais. Elle finit par répondre qu'il y a les 100 millions d'euros supplémentaires (déjà prévus par le budget de la Sécurité sociale…), et daigne rajouter 50 millions € pour être tranquille. Soit, si l'on prend les données de la Drees (Direction de la Recherche, des Études et de l'Évaluation de Statistiques) de 2015 qui comptabilisait 728 000 résidents : 69 € par résident… le prix d'un déambulateur pliable 4 roues. Mais les salariés ne lâchent pas, la grève du 15 mars, en lien avec la mobilisation des retraités, en témoigne.

RETRAITÉS : MARRE D'ÊTRE SAIGNÉS !

M.J. DOUET

Le 1er janvier, la CSG (cotisation sociale généralisée) a augmenté de 1,7 point. Elle est passée de 7,7 % à 9,2 % sur les salaires du public et du privé et pour les pensions des retraités, de 6,6 à 8,3 %. Le gouvernement prétend que cette augmentation, « compensée » par la suppression des cotisations sociales (chômage et maladie), a pour but d'augmenter le pouvoir d'achat de la population.

UNE VÉRITABLE ARNAQUE !

Pour les salariés du privé la baisse se fera en deux temps et pour les fonctionnaires la compensation ne sera pas à la hauteur de la hausse. Les retraités sont les plus touchés même si une baisse de la taxe d'habitation serait mise en place. C'est sur la pension brute et le revenu fiscal de référence que la hausse a été calculée. Ils s'étaient bien cachés de le dire. Pendant ce temps-là, pour les plus fortunés c'est la fin de l'ISF sur les patrimoines boursiers et le plafonnement des taxations à 30 % : 4,5 milliards de cadeaux au plus riches.

Macron et ses ministres ont tenté d'opposer les générations entre elles, de culpabiliser les retraités. Ce discours ne marche plus en ce début d'année car son plan devient de plus en plus clair.

Ce qu'il veut c'est financer les dépenses de l'État par la CSG, affectée jusqu'à présent à la Sécu. C'est la porte ouverte aux assurances privées, aux fonds de pension et à la mort de la Sécurité sociale.

ON EST TOUS CONCERNÉS !

Le 28 septembre plus de 80 000 retraités étaient dans la rue pour dire « non à la hausse de la CSG, non au gel des pensions ! ». Pour beaucoup c'était la première fois. Le 15 mars, à l'appel de 9 syndicats, une nouvelle journée est prévue. Les EHPAD et l'aide à domicile seront en grève aussi. Dans quelques villes, les manifestations seront communes. Actifs, retraités, soyons encore plus nombreux !

La lutte va être longue. On a en tête les baisses à répétition de 40 % des retraites en Grèce. Dans de nombreux pays : Espagne, Belgique, Chili, etc. les retraités se mobilisent aux côtés des salariés, des chômeurs contre les baisses de pension ou pour des pensions publiques et de qualité.

Le 22 mars, faisons de même, aux côtés de la fonction publique, des cheminots, des étudiants et lycéens...

LACTALIS : LE LAIT VICIÉ REMIS EN VENTE !

P.-E. MARTIN

Le directeur qualité de Carrefour a avoué avoir remis en vente du lait maternel pourtant annoncé comme devant être retiré de la vente à cause d'une contamination à la salmonelle. Cette bactérie est bien connue parmi les premières causes d'infection alimentaire collective et dans ce cas précis, 38 nouveaux-nés ont été contaminés, frôlant la mort.

Non seulement Lactalis savait, tout comme Carrefour et Auchan, et ils ont refusé d'informer les clients. C'est ce que révèle la commission d'enquête, montrant aussi que Lactalis a caché depuis 10 ans plusieurs rapports d'analyse montrant la présence de la bactérie dans l'usine de production.

Premier groupe mondial de produits laitiers, Lactalis se place au-dessus de la santé publique. Les dirigeants du groupe qui se font des milliards en jouant avec la santé de la population sont peu inquiétés. Les contrôleurs sanitaires sont de moins en moins nombreux à cause des politiques néo-libérales qui ont supprimé des postes par centaines. Et ils subissent des pressions pour ne pas interférer sur les « affaires » des géants de l'agroalimentaire. Les laboratoires internes aux entreprises ne sont là que pour valider le produit, les employés subissent des pressions fortes sur leurs carrières et leurs emplois.

Ce scandale alimentaire n'est pas le premier : vache folle, lasagne au cheval et j'en passe ! La législation est toujours en retard sur les industriels et ceux-ci ne risquent au pire qu'une amende. Qu'est ce que sont quelques centaines de milliers d'euros quand on encaisse des milliards ?

En plus du scandale sanitaire, la fraude fiscale ? Mobilisation de la Confédération paysanne le 22 février pour exiger l'ouverture des livres de compte de Lactalis.

On ne peut pas laisser la santé publique et la sécurité alimentaire aux mains de groupes dont le seul but est d'amasser toujours plus de profits. D'une part, il faut, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, en toute transparence, mettre en propriété publique les centrales d'achat et les grands groupes de distribution. Les travailleurs pourraient faire des tests en toute objectivité et autoriser ou non la mise en vente, selon des critères sociaux et écologiques. Ceci permettrait également un contrôle des prix et une véritable discussion avec les petits producteurs. Il en va de même pour les grands groupes de l'agro-alimentaire qui passent aujourd'hui au dessus des lois, ayant des usines dans tous les pays du monde et ramenant ainsi en Europe et en France des produits qu'ils ont fait fabriquer ailleurs, où les contrôles sanitaires sont encore plus faibles qu'ici.

Cette solution est applicable dès aujourd'hui, même sous le capitalisme. Les seuls humains réellement capables d'être responsables et éthiques sont les salariés et ouvriers de ces entreprises. Ils ont la volonté de bien faire leur travail, pas de sucer le plus d'argent possible comme le font Lactalis et tant d'autres !

LUTTE UNIE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS

MATO

Le 12 février, en Île-de-France, 160 travailleurs sans papiers se sont mis en grève pour sortir de la surexploitation. Ils demandent à être régularisés afin de travailler légalement et dans de meilleures conditions. Sans papier donc privés de droits, ils sont vulnérables face à des patrons sans scrupule. Les grévistes parlent d'erreur constantes sur les fiches de paye, d'heures non payées, certains n'ont ni eau, ni chauffage, ni toilettes sur leur lieu de travail. D'autres subissent une pression quotidienne pour augmenter le rendement en n'étant payé qu'un demi SMIC par mois !

Appuyée par la CGT, une organisation de plusieurs mois a été nécessaire pour que ces travailleurs de sept entreprises se coordonnent et déclenchent simultanément leur grève. Différents secteurs se sont unis : Défi Technology (intérim), France routage (presse), Event-Thaï (plats cuisinés), STLG et SEPUR (déchets ménagers), Chronopost, et GLS (livraison) et c'est cela qui fait leur force. Si leurs conditions de travail s'améliorent, celles des autres travailleurs aussi, car les patrons ne pourront plus profiter de la force de travail peu chère des uns pour tirer les salaires des autres vers le bas ! Cette lutte nous concerne tous, allons les soutenir pour que la victoire soit totale !

À la G.R. nous pensons qu'il n'y a pas d'indépendance politique sans indépendance financière. Si vous trouvez que notre lutte est juste, soutenez-nous et aidez-nous à nous financer – avec style !

CONTRE LE CAPITALISME,
LE RACISME ET LE SEXISME,

COMMANDEZ VOTRE NOUVEAU T-SHIRT RÉSISTANCE !

Disponibles de la taille S au XL,
nos t-shirts noirs et 100 % coton sont imprimés dans la Drôme.
Commandez-les dès maintenant ! 13 € / pièce, frais de port compris.

TAILLES	QUANTITÉ	TOTAL
S	_____x 13€	
M	_____x 13€	
L	_____x 13€	
XL	_____x 13€	_____€

☐ Je joins un chèque de _____ € à l'ordre de VJE, ainsi que mes coordonnées postales

☐ Je règle _____ € par virement (N° de compte plus bas) et j'envoie mes coordonnées par mail

Coupon à retourner à :
Les amis de l'égalité,
82, rue Jeanne d'Arc,
Centre 166, 76000 Rouen

ou par mail à :
grcontact@hotmail.com

Contactez-nous au : **06.14.07.45.19**

SUCCÈS DE NOTRE CONFÉRENCE NATIONALE

« La conférence nationale de la Gauche Révolutionnaire m'a permis d'avoir un week-end complet de discussions permettant d'approfondir des questions politiques dont la situation internationale et de prendre du temps pour cela. Cette conférence, regroupant des camarades français mais aussi britanniques et américains permet de se préparer au mieux pour les luttes contre le capitalisme et l'impérialisme. » - Hugo

ADRIEN MAINAS

Les 17 et 18 février se tenait la Conférence Nationale de la Gauche Révolutionnaire, réunissant une trentaine de camarades et sympathisants. Mais nous avions aussi comme invités deux camarades des USA, membres de notre organisation-sœur Socialist Alternative, ainsi qu'une membre du Secrétariat International du CIO (Comité pour une Internationale Ouvrière, notre organisation internationale) venue de Grande-Bretagne.

Ces invités ont pu nous éclairer sur la situation internationale. En France comme à l'étranger, la répression ne cesse de prendre de l'ampleur, comme en Grèce avec la limitation du droit de grève, ou au Venezuela où il y a eu plus de 120 morts lors des manifestations. La corruption elle aussi ne cesse d'augmenter. L'argent est toujours plus concentré parmi de moins en moins d'individus (seuls huit hommes détiennent autant de richesses que 3,6 milliards de personnes selon OXFAM).

Malgré tout, les luttes locales se comptent par centaines dans chaque pays.

En France, Macron s'attaque à tous.tes : travailleurs.es, étudiants.es, chômeurs.es. Que ce soit à travers les conditions de travail insoutenables comme dans les EHPAD ou le manque de moyen des établissements scolaires, les licenciements de masse même dans les services publics comme pour les cheminots, la mise en place d'un accès élitiste à l'Université via la sélection... Cette politique capitaliste ne fait qu'appauvrir les pauvres pour que les riches se gavent toujours plus.

Mais pour contrer cette politique, que ce soit en France ou à l'international, il est nécessaire d'avoir un grand parti des travailleurs, permettant d'organiser la lutte à plus grande échelle et plus seulement dans une perspective défensive. De ce fait la GR continue à participer à la France Insoumise avec ses propres propositions. Nous pensons que nous ne pouvons pas arriver à un monde où chacun mènerait une vie décente sur une base capitaliste. Non, la seule alternative est le socialisme. Pour y parvenir la révolution s'impose et ce, grâce à un parti de masse révolutionnaire.

Ainsi, la discussion, la mobilisation et notre construction restent les principales préoccupations de la GR. C'est pourquoi nous nous sommes fixés des objectifs pour que la GR puisse s'étendre et informer davantage notamment via l'Égalité. Ces objectifs semblent indispensables au vu de l'expansion de la GR et de la construction de deux nouvelles sections à Marseille et à Lille. Nous avons d'ailleurs récolté 800€ de dons lors de l'appel financier.

Nous avons aussi voté unanimement le texte reprenant notre analyse et nos objectifs et le planning de l'organisation pour mobiliser entre autres lors des journées du 8 et du 22 mars.

Pour conclure, il est plus que nécessaire de construire un grand parti révolutionnaire. Il faut donc continuer d'informer, de mobiliser, non seulement pour se défendre mais surtout pour combattre la source de tous nos maux : le capitalisme.

« Ce week-end était une belle rencontre avec les camarades dans une ambiance chaleureuse et fraternelle. Une bonne organisation, des introductions fluides, des échanges riches et denses qui m'ont été très instructifs. Je remercie tous les organisateurs pour leur accueil et le bon déroulement de l'ensemble de l'assemblée. Tout cela m'a donné du dynamisme pour mon militantisme. » Zahia

LE TEXTE ADOPTÉ LORS DE LA CONFÉRENCE NATIONALE A ÉTÉ ÉDITÉ EN BROCHURE, DEMANDEZ-LE AUPRÈS DES MILITANTS !

MAI 1968 : CÉLÉBRONS LE CINQUANTENAIRE !

Mai 1968, c'était il y a 50 ans : un mois de révolution. La révolte de la jeunesse suivie d'une longue grève avec occupations d'usines fait de mai 68 l'une des plus grandes grèves générales de l'Histoire. Elle a prouvé que le capitalisme peut être remis en question. Pour les jeunes et les travailleurs, le cours des événements, la politique menée et les erreurs des diverses forces de gauche contiennent des leçons très instructives pour aujourd'hui. Autour du mois de mai, nous organisons des réunions publiques, avec une camarade ayant directement participé à mai 68. La date est déjà prise pour le 12 mai à Marseille. Reste en contact pour savoir les dates des autres réunions !

Coupon à retourner à :
Les amis de l'égalité,
82, rue Jeanne d'Arc,
Centre 166, 76000 Rouen

ou par mail à :
grcontact@hotmail.com

JE SOUHAITE M'ABONNER AU JOURNAL L'ÉGALITÉ

- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN > TARIF NORMAL ..... 10 €
- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN > TARIF SOUTIEN ..... 20 €
- ☐ ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN ..... 30 €

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- ☐ RECEVOIR LA NEWSLETTER
- ☐ RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- ☐ REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE SOUTENIR LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

- ☐ _____€ PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- ☐ _____€ PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BANCAIRE VJE BRED N° FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

OU DIRECTEMENT SUR : **WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR**

NOM / PRÉNOM: _____
ADRESSE POSTALE : _____
ADRESSE MAIL : _____
TÉLÉPHONE : _____

LE CHAOS S'ÉTEND EN SYRIE

Manifestation à Paris le 21 janvier contre l'attaque d'Erdoğan sur Afrîn

MATTHIAS

La guerre civile fait rage en Syrie depuis 2011 et la période révolutionnaire du « printemps arabe ». Le manque d'organisation du mouvement ouvrier et encore plus d'un parti révolutionnaire pour aider les masses à prendre le pouvoir a donné que la principale force organisée contre Bachar el-Assad fut l'Armée syrienne libre (ASL). Elle était composée d'anciens militaires du régime et d'une multitude de groupes soutenus par des pays impérialistes occidentaux (US, France…). Ces derniers n'ont pas hésité à collaborer avec des groupes liés à Al-Qaïda ou Daesh contre Bachar. Ils espéraient ainsi se créer un régime allié en Syrie. L'ASL ne joue plus un très grand rôle aujourd'hui et fut vite dépassée par Daesh qui commença à étendre son influence en Irak et en Syrie. Daesh a d'ailleurs bénéficié de la complète complicité de la Turquie d'Erdoğan, qui voulait profiter de l'instabilité pour récupérer quelques territoires syriens, se voyant nouveau sultan de l'Empire Ottoman.

De l'autre côté, la Russie (alliée de la Syrie depuis la guerre froide) lui permet d'avoir un accès à la Méditerranée et un pied au Moyen-Orient. Elle a toujours défendu Bachar contre Daesh, mais aussi contre l'ASL.

Le régime syrien a quant à lui poursuivi une répression féroce, utilisant même des armes chimiques. Il a assiégé de grandes villes qui se sont soulevées et qui le sont encore aujourd'hui, comme dans la région de la Ghouta, qui subit des bombardements quotidiens. La guerre fait des centaines de milliers de morts et force des millions de personnes à se déplacer. Les pays impérialistes ne sont pas en reste avec leurs bombardements qui ont fait énormément de victimes civiles. L'UE, qui donne des milliards à Erdoğan pour « gérer » les réfugiés, fait partie des plus cyniques.

NON À L'INTERVENTION D'ERDOĞAN À AFRÎN

Lors de la guerre civile, les Kurdes de Syrie en ont profité pour former un territoire autonome, le Rojava, formé de trois cantons (Afrîn, Kobanê et Cizîrê), au nord près de la Turquie, intégrant les minorités persécutées par Daesh et établissant une gestion locale assez démocratique et progressiste. Ce sont eux qui infligèrent la première défaite à Daesh, à Kobanê, et qui furent utilisés pour vaincre Daesh en Syrie avec l'aide des frappes aériennes américaines, personne ne voulant envoyer des troupes au sol. Ils devinrent les principaux dirigeants des Forces Démocratiques Syriennes (FDS). C'est lorsque les États-Unis ont parlé d'en faire une plus grande force armée permanente qu'Erdoğan a commencé son agression militaire sanglante sur Afrîn, le 20 janvier. Des centaines de personnes sont mortes depuis. Erdoğan ne peut pas supporter la présence d'une région autonome Kurde à sa frontière dirigée par le PYD (Parti de l'Unité Démocratique) et ses milices YPG/YPJ, qui défendent une société égalitaire, et qui est proche du PKK en Turquie, qui lutte pour un Kurdistan libre.

Les États-Unis disent comprendre la nécessité d'une « zone tampon » à Afrîn, et ont assuré leur appui à Erdoğan et à sa politique meurtrière alors qu'ils « soutenaient » les Kurdes auparavant. Même si l'ONU a fait passer une résolution pour un cessez-le-feu à la Ghouta et à Afrîn, Macron a déclaré que les organisations kurdes étaient terroristes et ne condamne pas l'intervention. Les impérialistes préfèrent leurs échanges commerciaux avec la Turquie plutôt que leur allié de circonstance kurde contre Daesh. La Russie quant à elle a proposé cyniquement aux Kurdes une aide contre l'intervention turque s'ils redonnaient les territoires à Bachar, ce qui a évidemment été refusé.

RISQUES DE MORCELLEMENT DE LA SYRIE ET DE CONFLITS RÉGIONAUX

Dans les médias, on a plus parlé de la situation à la Ghouta que d'Afrîn, car cela arrange tout le monde. Maintenant que Daesh est vaincu militairement, même s'il reste des groupes actifs et que le terreau de misère est là pour voir de nouveaux monstres surgir, c'est surtout la question du régime syrien et de la guerre civile qui reprend le dessus. Les États-Unis veulent sûrement utiliser les FDS pour en finir et Israël, son grand allié, est déjà intervenu sur le sol syrien et lorgne sur certaines régions tout en menaçant l'Iran également. La Russie et l'Iran soutiennent Bachar, et la Turquie joue ses propres intérêts et soutient aussi des groupes terroristes contre Bachar. On a déjà deux États, Syrie et Irak, qui sont en complète désagrégation et toutes les tensions peuvent amener à des conflits régionaux plus vastes. Ce sont toutes les frontières depuis les accords de Sykes-Picot imposées aux peuples par les impérialistes français et anglais en 1916 qui sont remises en cause. Il faut que les mouvements révolutionnaires de la région en appellent à l'unité des travailleurs et des paysans pauvre, des masses urbaines, de tous les pays, sans distinction de langue, de culture ou d'origine, contre la guerre, l'intégrisme et l'impérialisme. Ces mouvements révolutionnaires devront poser la question d'une fédération volontaire d'États socialistes pour chacune des nations avec des frontières négociées, sinon il y aura toujours des guerres pour les frontières, le pétrole... et de la barbarie.

La fusillade dans un lycée de Parkland aux États-Unis, le 14 février, a causé la mort de 17 jeunes. Cette dernière tragédie a déclenché une révolte contre la violence. Des centaines de lycéens ont déjà fait des débrayages, des manifs et des meetings de solidarité et de protestation en Floride, dans le Maryland, en Arizona, dans l'Illinois, le Kentucky, et le Minnesota... Le 8 mars, une grève nationale de l'éducation est appelée par les syndicats et les jeunes. La lutte a pris de l'ampleur car les déclarations de Trump, disant qu'il fallait armer les professeurs, sont faites pour protéger les profits de la puissante industrie des armes et surtout pas pour régler le problème. La violence est due à la pauvreté et aux inégalités !

INSTABILITÉ POLITIQUE EN AFRIQUE DU SUD

M.J.

Zuma, l'ex-président d'Afrique du Sud, a donné sa démission en février, criant qu'il est victime d'un complot orchestré par son propre camp. Au pouvoir depuis 2007, il est accusé de plus de six cent chefs d'inculpations – il a transformé le gouvernement en une entreprise criminelle pour l'enrichissement personnel de sa famille et de ses amis pendant une décennie.

Cyril Ramaphosa, son adversaire politique, a gagné la présidence de l'ANC (le parti au pouvoir depuis la fin de l'apartheid) face à lui en décembre 2017. Une motion de défiance des députés de l'ANC et des ministres a poussé Zuma vers la sortie. Les élections municipales de 2016 avaient confirmé une chute historique du soutien électoral pour l'ANC. Les multiples affaires de corruption de Zuma ont fait craindre un affaiblissement encore plus grand aux élections présidentielles de 2019. Ce nouveau président n'améliorera en rien la situation des travailleurs et des pauvres d'Afrique du Sud. Ramaphosa est aussi milliardaire, il a gagné la confiance des multinationales en brisant des grèves dès les années 1980.

Les travailleurs et les jeunes doivent continuer à construire leur indépendance politique vis-à-vis des capitalistes et bâtir dans leurs propres rangs une organisation politique de classe. Le Workers' And Socialist Party, notre organisation sœur en Afrique du Sud, contribue de toutes ses forces à ce rassemblement.

EN ALLEMAGNE, LES MÉTALLOS GAGNENT LA SEMAINE DE 28 HEURES

ELISABETH

Depuis la lutte défensive contre la loi travail de Hollande, on a vu très peu de progrès par rapport à la revendication de la diminution du temps de de travail hebdomadaire sans perte de salaire. Confrontée à un chômage historique, la France peut trouver une solution en diminuant le nombre d'heures de travail tout en augmentant les salaires. Comment y arriver ? Les travailleurs peuvent prendre exemple sur les métallos allemands, qui ont récemment fait grève et gagné une victoire historique : 28 heures de travail par semaine et une augmentation générale de 7,4 %.

Bien que ce soit une réforme progressive, on aurait dû aller plus loin. Par exemple, les travailleurs ont encore le droit de travailler 40 heures par semaine pour gagner plus d'argent, ce qui empêche tous les travailleurs de profiter de cette réforme. En France, avec les grèves du 22 mars imminentes et toutes les autres à venir, il va falloir revendiquer une diminution du nombre d'heures de travail, par exemple à 32 heures par semaine, sans aucune perte de salaire, et un contrôle démocratique sur l'emploi pour mettre fin à cette crise du chômage !

BRÉSIL : NON À L'INTERVENTION MILITAIRE À RIO !

PEDRO

Le 16 février dernier, le gouvernement historiquement impopulaire de Michel Temer a lancé une intervention militaire fédérale sur l'État de Rio de Janeiro. C'est la première intervention fédérale sur un État depuis la dictature. L'argument de Temer c'est la défense de l'ordre public face à l'augmentation des niveaux de violence. Mais la crise de cet État n'est pas nouvelle. C'est à Rio qu'il y a les indices les plus élevés de chômage, coupes et retards de salaires. Il y a eu une augmentation de la criminalité, ce qui montre l'échec des interventions militarisées précédentes.

Néanmoins, le Carnaval de 2018 n'a pas vu plus de violence que les années précédentes, malgré la campagne alarmiste du gouvernement et des médias. Alors, on voit que cette intervention militaire ne se fait pas pour empêcher la violence et le chaos ! Les vrais raisons sont tactiques : le gouvernement Temer est très impopulaire et il a besoin de gagner une base en sa faveur pour cette année électorale. Alors il utilise la répression des plus défavorisés pour gagner un soutien populaire parmi les secteurs les plus conservateurs et pour détourner l'attention de l'échec de ses réformes impopulaires en la plaçant sur le sujet de la sécurité publique.

LE CHAOS, C'EST LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

S'il y avait une vraie intention de rétablir l'ordre à Rio, l'intervention fédérale résoudrait les dommages causés par la pluie et mettrait un terme au chaos dans la santé et l'éducation, causé par les politiques des différents gouvernements. Par contre, essayer de répondre à la violence avec plus de militarisation s'est déjà montré extrêmement inefficace. La seule conséquence sera la souffrance des populations noires et pauvres par des actions militaires désastreuses dans les quartiers de Rio. La violence urbaine est un problème réel pour les travailleurs, qui ne peut pas être traité avec la démagogie et les intérêts mesquins des bourgeois et leurs politiciens. Une politique de sécurité publique efficace exige d'être construite par la participation de la population, le combat contre le racisme et les inégalités et par la résolution des problèmes structurels qui sont aggravés par les politiques de coupes.

En unifiant les travailleurs et les pauvres de Rio, il faut occuper les rues pour exiger le rétablissement des services publics et la fin de la militarisation ! Au lieu des gouvernements capitalistes ou des militaires avec des pouvoirs arbitraires, il faut construire une vraie alternative politique des travailleurs et des pauvres !

L'ÉGALITÉ

1€ / 2€ en soutien
N° 188 / MARS-AVRIL 2018
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

NE LAISSONS PAS MACRON DÉTRUIRE NOTRE ÉDUCATION !

Manifestation à Rouen le 25 janvier contre la sélection à la fac et les suppressions de postes

YOHANN BIS

Le bras de fer s'est engagé avec Macron et son gouvernement dans l'éducation. Ils ont prévu de détruire le secteur tout comme ils le font avec les autres. D'abord ils veulent trier les lycéens pour l'entrée des études supérieures avec la Loi Vidal. L'université publique, payée par les impôts de tous, serait réservée à une minorité. Les enfants des travailleurs les plus exploités seront tout simplement écartés. Avec « Parcours Sup », les bacheliers seront triés et ne pourront même plus choisir réellement quelle formation ils veulent. Beaucoup ne pourront même plus faire la fac : les places proposées seront trop loin, dans des filières non voulues... Autre attaque, la réforme du bac : finis les bacs S, ES et L, maintenant c'est un bac « à la carte » pour installer une hiérarchie entre les lycées et entre les lycéens. Et, même pas peur, le gouvernement annonce des suppressions de postes dans toute l'éducation, alors que le nombre d'élèves augmente. Il est connu que des classes à 35 c'est efficace dans l'enseignement..., en plus ça veut aussi dire que des options jugées « inutiles » seront supprimées, des options artistiques, des langues, etc.

Pourquoi ils font ça ? Parce que le grand patronat n'a pas besoin que les jeunes aient des diplômes pour travailler dans leurs entreprises. C'est aussi pour eux un moyen de faire pression encore une fois sur les salaires. Le gouvernement dit que l'éducation « coûte trop cher », par contre pour les riches on trouve toujours de l'argent et on baisse leurs impôts. Macron n'est pas notre président, il est le président des riches.

TOU.TE.S ATTAQUÉ.E.S, TOU.TE.S EN LUTTE !

La lutte a déjà commencé, dans différentes villes des manifestations des lycéens et des étudiants ont eut lieu. Des AG regroupant des centaines de personnes se sont tenues dans différentes universités. Le climat du printemps est donné : la jeunesse ne se laissera pas marcher dessus par la politique de Macron au service des capitalistes. La Gauche révolutionnaire milite activement pour construire la mobilisation, avec nos tracts, nos affiches... viens discuter et mener campagne avec nous ! Nous voulons une éducation à la hauteur des besoins, de qualité, sous contrôle démocratique, gratuite et ouverte à toutes et tous.

ORGANISONS LA RIPOSTE CONTRE MACRON ET SES POLITIQUES !

Nous devons construire un mouvement de toute la jeunesse pour notre éducation mais aussi pour notre avenir. Ce combat, nous le gagnerons si nous construisons un mouvement de masse avec les travailleurs et les autres parties de la population : les chômeurs, les retraités. C'est avec eux que nous devons nous battre : on est tou-te-s attaqué-e-s, luttons tou-te-s ensemble !

Nous ne voulons pas d'une société où règne une poignée de super-riches, nous voulons une société juste, débarrassée de l'exploitation, une société démocratique où les jeunes et les travailleurs pourront réellement décider de comment on étudie, de ce qu'on produit, pour quoi faire. Cette société c'est le socialisme.

Pour une vraie éducation gratuite pour toutes et tous, pour faire reculer Macron et son gouvernement, il faut s'organiser pour préparer cet avenir, c'est dans ce sens que la Gauche Révolutionnaire se bat et t'invite à nous rejoindre.

CONTRE LA LOI RACISTE DE COLLOMB

LA LUTTE ET LA SOLIDARITÉ !

ALEX ROUILLARD

Cette société est rendue inhumaine au point que les gouvernements font des lois pour empêcher les gens d'être généreux et solidaires. Certains sont même poursuivis en justice pour avoir aidé des migrants à ne pas mourir de faim ou de froid. La situation d'exclusion des plus pauvres, qu'ils soient français ou étrangers, ne cesse de s'aggraver. La nouvelle loi Collomb sur le droit d'asile va encore détériorer la situation des demandeurs d'asile.

Dans chaque ville de France, des dizaines d'enfants dorment dans les rues. Quelques hébergements « citoyens » mis en place par des associations de solidarité existent, évitant le pire. Par exemple à Rouen, le Réseau Solidarité Migrants a, avec d'autres associations locales, mis en place différentes formes d'hébergements de mineurs isolés étrangers (MIE). Ces jeunes, qui ont souvent entre 15 et 18 ans, sont de moins en moins pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE, qui dépend du Département) dont c'est pourtant la tâche. Même lorsque celui-ci a un acte de naissance certifié, la pratique de nombreux Départements est de contester systématiquement le statut de mineur du jeune au lieu de se consacrer à sa tâche qui est d'aider un jeune en détresse, qu'il ait parcouru des milliers de km comme les MIE ou qu'il se retrouve à la rue pour d'autres raisons.

Rassemblement à Paris le 21 février contre la loi Collomb. Photo Serge d'Ignazio

RESTREINDRE LE DROIT D'ASILE

La loi Collomb va dans le même sens d'une restriction des droits. Ce projet prévoit notamment de réduire le temps d'étude du dossier du demandeur d'asile et également son délai pour déposer une demande. Le temps d'étude sera passé de 120 à 90 jours. Si c'était avec plus de moyens et en étudiant de bonne foi les demandes des réfugiés, cela satisferait tout le monde. Mais tel n'est pas le cas. C'est 30 jours de moins pour recueillir des témoignages ou des pièces demandées par les services. L'objectif du gouvernement est en fait de pouvoir prononcer plus de refus. Comme le montrent d'ailleurs les autres dispositions de la loi : réduction du délai pour faire un recours en cas de refus du statut de réfugié (de 30 à 15 ou 21 jours) mais allongement possible de la détention en centre de rétention administrative pour les déboutés du droit d'asile (de 45 à 90 jours). Sur ce dernier point, le ministère de l'intérieur ne fait pas de mystère : il s'agit effectivement d'expulser plus de réfugiés. Dans des lieux insalubres et inhumains, on parque des humains dont le seul crime a été de fuir une situation devenue invivable dans leur pays d'origine.

REFUS DE CETTE POLITIQUE RACISTE

C'est la droite qui vole au secours du projet de Collomb tandis qu'une partie des députés LREM est en plein malaise. Car cette loi Collomb est tout autant raciste que brutale : elle précarise encore plus les demandeurs d'asile et réduit encore leurs droits. Dans bien des lieux la police se comporte de manière infâme, détruisant les tentes de migrants (en plein froid). Réduire encore les droits de ces personnes va encore plus en faire des proies pour les réseaux de trafic humain.

La solidarité mise en place par des dizaines de milliers de personnes montre que nous ne sommes pas prêts à laisser les gens mourir dans la rue, qu'ils soient réfugiés ou pas. Les manifestations doivent encore se multiplier pour rejeter cette loi et revendiquer un traitement réellement humain, par des services publics de qualité, de toutes les détresses causées par le capitalisme que ce soit d'avoir perdu son emploi ou d'avoir dû fuir son pays.

CONTACTE-NOUS !

06.14.07.45.19 // GRCONTACT@HOTMAIL.COM

FB @GAUCHEREVOLUTIONNAIRECIO

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ,
82 RUE JEANNE D'ARC
CENTRE 166, 76000 ROUEN

www.gaucherevolutionnaire.fr